

Language Services Division
REFERENCE UNIT

**DISCOURS PRONONCE DEVANT LE CONSEIL
DES GOUVERNEURS**

par

M. ROBERT S. McNAMARA

PRESIDENT DE LA BANQUE MONDIALE

Language Services Division Library	
AT. #	WE
Copy #	Speech McNamara

Washington, D.C.
30 septembre 1980

DISCOURS PRONONCE DEVANT LE CONSEIL DES GOUVERNEURS

	Pages
I. Introduction	1
II. Perspectives économiques des pays en développement	2
III. Programme de reconversion	5
IV. La lutte contre la pauvreté	18
V. Le rôle de la Banque mondiale dans les années 80	29
VI. Résumé et conclusions	45

I. INTRODUCTION

Voici la treizième et dernière fois que j'ai le privilège de prendre la parole à cette tribune. C'est une occasion qui entraîne certaines responsabilités et c'est pourquoi je me propose aujourd'hui d'être particulièrement franc et direct, surtout en ce qui concerne le rôle futur de la Banque mondiale.

Au cours des 18 derniers mois, la conjoncture internationale s'est considérablement détériorée, assombrissant les perspectives de croissance économique et, par conséquent, de progrès social des pays en développement importateurs de pétrole. La nouvelle flambée des prix pétroliers et le fléchissement des échanges avec les pays développés engendrent dans ces pays des déficits en compte courant écrasants et, à la limite, intolérables. A cause de ces déficits, ils sont maintenant moins que jamais en mesure de faire face à leurs problèmes de développement.

Parallèlement, les pays industrialisés continuent de se débattre contre l'inflation, le chômage et la récession, et les dirigeants se demandent comment faire accepter des programmes d'austérité à la population. Aussi, bien que l'aide publique au développement ne dépasse pas une fraction minuscule et insignifiante du produit national brut—tout à fait insuffisante en fait par rapport aux besoins—les assemblées législatives ne font aucun effort pour la majorer.

De surcroît, le système financier mondial, qui n'a pas encore réussi à surmonter les déséquilibres anciens, doit maintenant canaliser vers des bénéficiaires appropriés plus de 100 milliards de dollars par an d'excédents additionnels tirés du pétrole par les pays exportateurs à excédent de capitaux.

Tout ceci a engendré un climat d'inquiétude où les pays développés comme les pays en développement vont être fortement tentés de prendre des initiatives regrettables.

Les pays en développement, pour leur part, seront tentés de différer les réformes politiques intérieures rendues nécessaires par l'évolution de la conjoncture internationale; les pays

développés, quant à eux, seront tentés de recourir à des mesures protectionnistes et restrictives à courte vue, qui n'aboutiront en fin de compte qu'à retarder la relance économique pour les riches comme pour les pauvres.

Tout en reconnaissant la force de ces tentations, je veux en souligner le caractère dangereux, car elles conduisent justement dans la mauvaise direction. Il nous faut aller dans la voie opposée. Nous avons les moyens de le faire, mais pour les appliquer, et cela est vrai de presque tout ce qui vaut la peine en ce monde, il faudra courage, ténacité et clairvoyance.

Je me propose donc d'analyser avec vous ces moyens, et, plus précisément, d'étudier :

- Les perspectives de croissance économique et de progrès social des pays en développement importateurs de pétrole jusqu'à la fin de la décennie.
- Ce que peuvent faire les pays en développement eux-mêmes, ainsi que les pays industrialisés et les membres de l'OPEP, pour stimuler cette croissance.
- La nécessité d'intensifier l'offensive contre la pauvreté absolue.
- Le rôle que la Banque mondiale elle-même devrait jouer dans tout cela.

Je commencerai par une description de la conjoncture économique.

II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Les perspectives de l'économie mondiale se sont fortement dégradées depuis notre dernière réunion à Belgrade. Nous savons d'ores et déjà que les pays en développement importateurs de pétrole vont se trouver aux prises avec de graves difficultés dans les années qui viennent. Les projections établies par la Banque pour les années 80 font état de taux de croissance économique inférieurs à ce qu'elle prévoyait il y a seulement un an (voir Tableau I).

TABEAU I : CROISSANCE DU PNB PAR HABITANT, 1960-85

	1980		Pourcentage moyen de croissance annuelle		
	Population (millions)	PNB par habitant Dollars de 1980 ^a	1960-70	1970-80	1980-85
Pays en développement importateurs de pétrole					
Faible revenu :					
Afrique au sud du Sahara	141	239	1,6	0,2	-0,3
Asie	992	212	1,6	1,1	1,1
Total	1 133	216	1,6	0,9	1,0
Revenu intermédiaire	701	1 638	3,6	3,1	2,0
Total	1 834	751	3,1	2,7	1,8
Pays en développement exportateurs de pétrole	456	968	2,8	3,5	3,0
Pays industrialisés	671	9 684	3,9	2,4	2,5
Pays à économie planifiée ^b	1 386	1 720	—	3,8	3,3

Il est presque certain que d'ici à 1985 le revenu annuel moyen par habitant de pays en développement importateurs de pétrole, qui a progressé au rythme de 3,1 % pendant les années 60 et de 2,7 % pendant les années 70, n'augmentera plus que de 1,8 %.

Plus sombre encore est l'avenir du 1,1 milliard de personnes qui habitent les pays les plus pauvres. Leur revenu par habitant déjà infime—moins de 220 dollars par an—n'augmentera sans doute pas de plus de 1 % par an, soit seulement 2 ou 3 dollars en moyenne par individu. Pire, l'évolution sera négative pour les 141 millions d'habitants des pays à faible revenu d'Afrique au sud du Sahara.

Cette tragique situation procède de deux phénomènes irréductibles. L'emballement des prix pétroliers a multiplié la facture d'importations énergétiques des pays en développement importateurs de pétrole, et la récession prolongée des pays industrialisés, qui sont les principaux marchés des premiers, a

^aEstimations préliminaires.

^bChine comprise.

engendré une nette contraction de la demande de produits en provenance du tiers monde.

En 1973, les pays en développement ont importé, en dollars courants, pour 7 milliards de dollars de pétrole. En 1980, ce chiffre sera sans doute de 67 milliards de dollars. Il serait vain de s'attendre à une baisse des prix pétroliers, dont tout porte à croire qu'ils continueront au contraire leur ascension, à un rythme qu'on peut situer, sous toutes réserves, à 3 % par an en valeur réelle. Pour 1985, par conséquent, on projette une facture pétrolière de 124 milliards de dollars. Pour 1990, même si l'on suppose que les pays en développement importateurs de pétrole multiplieront leur production intérieure par plus de 2 et feront un effort d'économie considérable, le chiffre devrait atteindre près de 230 milliards de dollars (voir Tableau II).

TABLEAU II : IMPORTATIONS PETROLIERES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT IMPORTATEURS DE PETROLE
(milliards de dollars courants)

	<u>1973</u>	<u>1978</u>	<u>1980</u>	<u>1985</u>	<u>1990</u>
Coût des importations pétrolières					
Faible revenu	1	2	6	13	23
Revenu intermédiaire	<u>6</u>	<u>30</u>	<u>61</u>	<u>111</u>	<u>206</u>
Total	<u>7</u>	<u>32</u>	<u>67</u>	<u>124</u>	<u>229</u>
Pour mémoire :					
Prix du baril (c.a.f., dollars)					
Dollars courants	4,20	13,70	29,80	50,30	78,30
Dollars de 1980	8,88	17,13	29,80	35,10	40,85
Volume net des importations (millions de barils par jour)	4,6	6,4	6,2	6,8	8,0
Volume de la production intérieure ^a	5,7	7,3	8,5	12,7	18,5

En même temps, le marasme persistant qui affecte les pays industrialisés posera des problèmes supplémentaires aux pays en développement importateurs de pétrole. Leurs principaux marchés d'exportation en effet s'élargiront à un rythme ralenti et une situation déjà défavorable pourrait devenir catastrophique

^aToutes les formes d'énergie sont exprimées en millions de barils par jour d'équivalent pétrole.

si les pays développés adoptent de nouvelles mesures déflationnistes et protectionnistes.

Ces deux facteurs ont porté le déficit en compte courant des pays importateurs de pétrole à des niveaux record. En 1980, il atteindra sans doute près de 4 % de leur PNB (voir Tableau III).

TABLEAU III : DEFICIT EN COMPTE COURANT DES PAYS EN DEVELOPPEMENT IMPORTATEURS DE PETROLE
(milliards de dollars courants)

	<u>1973</u>	<u>1975</u>	<u>1978</u>	<u>1980</u>
Déficit en compte courant ^a				
Faible revenu	2,3	5,4	5,7	10,0
Revenu intermédiaire	<u>4,4</u>	<u>34,2</u>	<u>21,4</u>	<u>51,0</u>
Total	<u>6,7</u>	<u>39,6</u>	<u>27,1</u>	<u>61,0</u>
Déficit en compte courant, en pourcentage du PNB				
Faible revenu	2,2	3,8	2,7	3,6
Revenu intermédiaire	0,9	5,3	2,2	4,0
Total	1,1	5,1	2,3	3,9

III. PROGRAMME DE RECONVERSION

Des déficits de l'ampleur indiquée au Tableau III ne peuvent persister indéfiniment. Pendant un temps, ils pourront continuer à être financés par des emprunts extérieurs, mais ce palliatif finira par être insuffisant, les montants nécessaires étant tels que le fardeau du service de la dette deviendra bientôt insupportable.

Il faudra donc que les pays apportent à leur structure économique des modifications qui leur permettront de payer de leurs deniers un pétrole toujours plus cher, mais indispensable. Ils n'y parviendront qu'en développant leurs exportations ou en réduisant leurs importations de produits non pétroliers, ou en combinant ces deux approches. Etant inévitable, cette reconversion aura lieu tôt ou tard et avec ou sans aide financière extérieure. Précisons cependant que du point de vue du progrès économique et social, c'est-à-dire du développement, il serait

^aTransferts officiels non compris.

infiniment souhaitable qu'elle intervienne rapidement et bénéficie d'une aide financière étrangère.

En effet, dans les pays qui tarderont à prendre les mesures voulues, ou qui ne recevront pas une assistance financière suffisante, elle devra s'opérer dans le contexte d'une croissance et d'un progrès social faibles ou nuls et, presque certainement, de désordres politiques, et la société devra payer un prix inutilement lourd.

En revanche, dans les pays qui entameront le processus avant que la situation ne devienne critique et l'étaleront sur une période raisonnable—de cinq à huit ans par exemple—et qui simultanément pourront maintenir leurs importations à un niveau acceptable grâce à une aide financière extérieure accrue, la reconversion aura des effets beaucoup moins défavorables sur la croissance économique et le progrès social.

Dans ce dernier cas, les pays en développement pourraient voir leurs taux de croissance s'améliorer pendant la période 1985-90, et peut-être même dépasser ceux atteints au cours des années 60 et au début des années 70.

Mais un tel renversement ne sera pas facile à réaliser.

En premier lieu, la situation n'est pas du tout la même qu'en 1974-78 :

- Le coût réel du pétrole a en fait diminué de quelque 23 % entre 1974 et 1978. Depuis 1978, il a augmenté en flèche, et on pense que la hausse se poursuivra pendant les années 80.
- Entre 1974 et 1978, les banques commerciales ont rapidement accru leurs créances sur les pays en développement importateurs de pétrole, qui sont passées de 33 milliards de dollars à un montant estimatif de 133 milliards de dollars. Mais le rapport entre leur capital et leurs avoirs à risques s'est maintenant détérioré et, dans certains cas, elles estiment ne s'être déjà que trop exposées.
- Certains pays en développement à revenu intermédiaire, qui se sont déjà fortement endettés, jouissent d'un crédit moindre qu'autrefois auprès des banques commerciales.

Celles-ci, vraisemblablement, prendront une marge supérieure sur leurs nouveaux prêts et augmenteront le volume de ceux-ci moins rapidement qu'auparavant.

- Pendant la période 1974-78, les programmes d'aide bilatérale et les institutions financières internationales ont fourni des fonds considérables qui ont atténué les effets du renchérissement de l'énergie. Il est à craindre, malheureusement, que le volume de ce type d'assistance ne continue pas à s'accroître aussi rapidement que par le passé.
- Le fardeau du service de la dette a été considérablement allégé pendant les années 70 par le fait que les taux d'intérêt réels étaient négatifs; mais depuis peu, les pays en développement empruntent des montants élevés à des taux d'intérêt réels positifs.
- Nombre de pays en développement ont déjà tellement réduit leurs importations, leurs investissements et leur consommation qu'ils n'ont plus guère de marge de manoeuvre à cet égard.
- Les pays exportateurs de pétrole qui accumulent actuellement des excédents les conserveront vraisemblablement plus longtemps cette fois-ci—ce qui retardera le recyclage—étant donné que le volume de leurs importations et les envois d'argent des travailleurs immigrés n'augmenteront sans doute pas aussi rapidement que pendant la période antérieure.
- Enfin, la récession prolongée qui s'annonce dans les pays industrialisés, surtout si elle s'accompagne de mesures restreignant les échanges commerciaux ou les flux de capitaux, rendra plus difficile cette fois-ci la reconversion des pays en développement.

Il est bon de se remémorer ces différences entre la période actuelle et celle qui l'a précédée, car le succès relatif d'hier ne doit pas être considéré comme une garantie de victoire pour demain.

A vrai dire, on a enregistré une érosion considérable de la croissance économique même pendant la période antérieure.

Nouveaux emplois et nouveaux revenus ne se sont pas concrétisés dans la plupart des pays en développement. Les tensions politiques et économiques sont déjà grandes et il n'est guère possible de réduire encore la consommation intérieure.

Au surplus, l'évolution de la conjoncture a un caractère irréversible et ne doit pas être considérée comme un phénomène passager susceptible de renversement. Par conséquent, plus les pays en développement tarderont à s'adapter, plus leurs problèmes seront épineux. De nombreux gouvernements n'ont pas été assez clairvoyants pendant les années 70 et ont cru que des emprunts à court terme leur permettraient de faire face à une situation qu'ils pensaient être essentiellement transitoire. Mais c'était simplement repousser l'échéance et ces emprunts ne pouvaient tenir lieu d'une véritable politique de reconversion.

Les pays qui avaient vu juste ont développé leurs exportations et ils ont réduit leurs importations en stimulant les secteurs viables de l'industrie locale; ils ont consacré les fonds qu'ils empruntaient à des investissements et à des reconversions, et ont repris leur croissance après un fléchissement relativement bref. En revanche, les pays qui ont cru à un problème passager n'ont pas utilisé les emprunts étrangers pour procéder à des ajustements structurels fondamentaux et, en conséquence, n'ont fait que s'endetter de plus en plus lourdement pour se retrouver finalement devant un problème beaucoup plus grave.

Je ne saurais trop insister sur le fait que le financement extérieur doit appuyer la reconversion, dont il ne peut tenir lieu et qui, pour les pays en développement et pour la communauté mondiale tout entière, est la seule solution véritable.

Il est manifestement souhaitable que cette reconversion s'effectue dans le contexte d'un développement vigoureux et non d'une réduction des activités et des investissements. Il ne suffit pas de trouver un nouveau point d'équilibre de la balance des paiements, il faut que ce point se situe au plus haut niveau possible de croissance économique. En fait, l'une des principales leçons des années 70 est que le succès de la reconversion doit se mesurer non pas simplement par la réduction des déficits en

compte courant, mais par la croissance réalisée pendant et après la période d'ajustement.

Tout l'avenir des pays intéressés est en jeu. Il leur est d'autant plus indispensable de concilier reconversion et croissance qu'ils doivent éviter de perdre du terrain dans la plus fondamentale de toutes les luttes : leur offensive contre la pauvreté absolue.

Je voudrais maintenant évoquer spécifiquement certaines des mesures qui s'imposent si l'on veut ramener les futurs déficits de balance des paiements à un niveau acceptable, en un laps de temps raisonnable (de l'ordre de cinq à six ans par exemple), tout en maintenant un taux de croissance aussi élevé que possible dans les pays en développement.

Il sera nécessaire de modifier profondément les politiques nationales et internationale et la communauté mondiale devra fournir un effort collectif soutenu; il faudra notamment :

- Une augmentation prononcée du taux d'épargne dans les pays importateurs de pétrole à faible revenu, qui devront réinvestir plus du quart de l'accroissement de leur PNB pendant la période 1980-90.
- Une montée sensible des flux nets de ressources en faveur de ces pays, qui, de 9 milliards de dollars en 1980, devront passer à 19 milliards en 1985 et à 33 milliards en 1990.
- Une progression importante des flux de capitaux privés destinés aux pays à revenu intermédiaire.
- Un taux d'accroissement des exportations des pays en développement importateurs de pétrole plus rapide pendant les années 80 que pendant les années 70.
- Une multiplication par plus de deux de la production nationale d'énergie dans ces pays entre 1980 et 1990, ce qui suppose que la valeur de l'énergie produite localement en remplacement des importations dépasse 280 milliards de dollars par an d'ici à 1990. Et
- Une utilisation beaucoup plus rentable des capitaux sur le plan interne.

Pour prendre ces mesures, les dirigeants devront faire preuve de courage politique et de persévérance. L'essentiel sera d'utiliser les premières années de la décennie pour mettre en place le cadre nécessaire à une reprise économique ultérieure vigoureuse.

Chaque pays devra, naturellement, arrêter son propre plan d'action. Là où les exportations sont le moteur de l'économie, la meilleure stratégie sera évidemment de s'attacher à les développer. Lorsqu'il existe des possibilités intéressantes de remplacer les importations par des produits d'origine locale (c'est incontestablement le cas dans le secteur de l'énergie), il faudra les exploiter.

A ce propos, je voudrais aborder brièvement cette question de la production intérieure d'énergie dans les pays en développement importateurs de pétrole.

Production intérieure d'énergie

C'est une branche d'activité qui peut faciliter considérablement la reconversion. Il n'est que de rappeler que, même si la production intérieure d'énergie des pays en développement importateurs de pétrole continue d'augmenter au même rythme que pendant les dernières années (6,7 % par an), ils importeront en 1990 pour plus de 280 milliards de dollars—montant qu'ils peuvent difficilement espérer se procurer en développant leurs exportations ou en accroissant leurs emprunts à l'étranger.

La flambée des cours mondiaux du pétrole pose de graves problèmes de balance des paiements aux pays en développement mais, en même temps, elle transforme les données économiques de la production intérieure d'énergie. En effet, étant donné les prix actuels et prévisionnels du pétrole, nombre de pays en développement importateurs de pétrole peuvent maintenant envisager d'exploiter rentablement des ressources énergétiques—pétrole, gaz, charbon, hydro-électricité et forêts—considérées auparavant comme marginales. S'ils poussent au maximum la production d'énergie et appliquent un programme rigoureux d'économies d'énergie, ces pays devraient pouvoir, à notre avis, réduire leur facture annuelle d'importations de

pétrole de quelque 50 milliards de dollars d'ici la fin de la décennie.

Mais, pour réaliser cette économie substantielle, il leur faudra réviser leurs prix intérieurs, leurs systèmes d'incitations et leurs priorités en matière d'investissement, de façon à donner à la production intérieure d'énergie une place plus importante que celle qu'elle a actuellement. Trop de gouvernements maintiennent artificiellement les prix intérieurs du pétrole à un niveau trop bas par rapport aux prix mondiaux, ce qui n'encourage guère les consommateurs à économiser ni les producteurs à investir.

Voici ce que nous proposons : que les pays en développement importateurs de pétrole fassent du remplacement rentable de leurs importations d'énergie l'un de leurs principaux objectifs pour les années 80; qu'ils élaborent des plans concrets et formulent des programmes d'investissement précis, qui bénéficieraient de l'apport de ressources intérieures nouvellement mobilisées et d'une assistance extérieure accrue, notamment de la part de la Banque mondiale, à laquelle je reviendrai dans un moment.

Les besoins de financement extérieur des pays à faible revenu

Je l'ai dit précédemment, les pays en développement ont un urgent besoin de fonds étrangers supplémentaires pour aménager leur économie, et notamment pour accroître leur production d'énergie, sans que souffrent inutilement leur croissance économique et leur progrès social. C'est cette question que je voudrais aborder maintenant, en commençant par les besoins des pays à faible revenu.

Au cours des années 80, le volume de l'aide libérale accordée à ces pays pour les aider à réaliser leur programme de reconversion devra augmenter considérablement. N'oublions pas, en effet, qu'ils ne tireront qu'un profit marginal de l'expansion du commerce mondial et qu'ils auront un accès limité aux marchés internationaux de capitaux. Ils auront vraisemblablement besoin en 1980 de 5 à 8 milliards de dollars de plus qu'en 1978, principalement à cause d'une détérioration des termes de l'échange,

du marasme dans les pays de l'OCDE et de l'importance des investissements qu'il leur faut maintenant réaliser pour faire face à la conjoncture.

Les pays à faible revenu sont ceux qui peuvent le moins se permettre de renoncer à leurs programmes de lutte contre la pauvreté et pourtant, voici que leurs maigres ressources sont soumises à des pressions nouvelles et douloureuses. Ils sont donc sans conteste les premiers à devoir bénéficier d'un accroissement considérable d'aide libérale.

Comment se présente la situation?

Les flux totaux d'aide publique au développement, y compris l'aide accordée par les pays de l'OPEP, n'ont pas augmenté pendant la période 1977-79. En valeur réelle, ils ont même diminué et l'avenir s'annonce mal.

Certaines mesures prises récemment suscitent une vive inquiétude. A la suite des réductions annoncées par le Gouvernement britannique, l'APD du Royaume-Uni ne sera plus que de 0,38 % du PNB en 1985, contre 0,49 % en moyenne entre 1977 et 1979. Aux Etats-Unis, qui sont le plus gros donateur mais qui, de tous les grands pays industriels, donnent la plus faible part de leur PNB, les projets de loi concernant l'assistance continuent de se heurter à des difficultés au Congrès. Si l'Allemagne et le Japon ont manifesté, quant à eux, l'intention de continuer à améliorer leurs flux d'aide, la plupart des donateurs ne se sont pas engagés à accroître la part de leur PNB affectée à l'assistance accordée à des conditions libérales.

Pire encore, la partie de l'APD attribuée aux pays à faible revenu—qui, naturellement, en ont le plus besoin—est outrageusement faible, tant en valeur absolue qu'en valeur relative, puisqu'elle correspond à moins de la moitié du total (voir Annexe II). Par habitant, les pays à faible revenu ont reçu moins d'aide à des conditions libérales que les pays à revenu intermédiaire et élevé.

Etant donné le lourd tribut que la nouvelle situation économique globale—qu'ils n'ont pas provoquée et sur laquelle ils n'ont guère de prise—impose aux pays les plus pauvres, les

donateurs, membres de l'OCDE et de l'OPEP, devraient indiquer sans équivoque s'ils sont prêts à les aider et dans quelle mesure. Les besoins des pays les plus pauvres sont connus de tous. L'heure n'est pas aux atermoiements mais à l'action.

Les pays de l'OCDE devraient se fixer le programme suivant :

- Chaque pays devrait continuer à consacrer au minimum le même pourcentage de son PNB qu'en 1978 à son aide publique au développement, l'une augmentant ainsi, en valeur réelle, au même rythme que l'autre.
- Parmi les pays de l'OCDE, ceux qui donnent moins que la moyenne actuelle de 0,34 %—en particulier les Etats-Unis et le Japon—devraient envisager un accroissement de leur APD en valeur réelle plus rapide que celui de leur PNB. Le précédent Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a qualifié la contribution de son pays d' "indigne"—et je partage son avis.
- Etant donné la situation particulièrement difficile qui attend les pays les plus pauvres pendant les années 80, les membres de l'OCDE devraient augmenter la part d'APD qu'ils leur consacrent. Comme on le voit à l'Annexe II, ceux-ci ont reçu en 1978 moins de la moitié du total de l'APD émanant du CAD : dans le cas de l'Autriche et de la Nouvelle-Zélande, cette proportion a même été inférieure à un cinquième et dans celui de l'Australie, de la France et des Etats-Unis elle n'a pas dépassé un tiers.
- En 1978, les membres de l'OCDE se sont déclarés favorables à un aménagement rétroactif des conditions auxquelles les pays pauvres et les moins développés avaient emprunté. Le montant des dettes passées qui ont été annulées ou rééchelonnées à ce jour n'est que de quelque 5 milliards de dollars—sur un total potentiel de 26 milliards environ—et il n'est pas du tout certain que cet allègement de la dette ait constitué une assistance supplémentaire. Une annulation ou un rééchelonnement complet équivaldrait à un accroissement sensible de l'aide libérale, en particulier si tous les pays à faible revenu en bénéficiaient.

Une grosse responsabilité incombe également aux pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux.

Depuis 1973, ces pays—Arabie saoudite, Koweït, Iraq, Emirats arabes unis, Libye et Qatar—ont fourni au titre de l'APD une contribution remarquable qui, pendant la période 1974-79, s'est élevée à 4,0 % de la somme de leur PNB (voir Tableau IV).

TABLEAU IV: FLUX D'APD EN PROVENANCE DES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE A EXCEDENT DE CAPITAUX^a

	1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979	
	Millions de dollars	% du PNB	Millions de dollars	% du PNB	Millions de dollars	% du PNB	Millions de dollars	% du PNB	Millions de dollars	% du PNB	Millions de dollars	% du PNB	Millions de dollars	% du PNB
Arabie saoudite	305	4,0	1 029	4,5	1 997	5,4	2 407	5,7	2 410	4,3	1 470	2,8	1 970	3,1
Koweït	345	5,7	622	5,7	976	8,1	615	4,4	1 518	10,6	1 268	6,4	1 099	5,1
Iraq	11	0,2	423	4,0	218	1,7	232	1,4	61	0,3	172	0,8	861	2,9
Emirats arabes unis	289	16,0	511	7,6	1 046	14,1	1 060	11,0	1 177	10,2	690	5,6	207	1,6
Libye	215	3,3	147	1,2	261	2,3	94	0,6	115	0,7	169	0,9	146	0,6
Qatar	94	15,6	185	9,3	339	15,6	195	8,0	197	7,9	106	3,7	251	5,6
Total	1 259	4,5	2 917	4,5	4 837	5,8	4 603	4,6	5 478	4,5	3 875	3,0	4 534	2,9
Pour mémoire :														
Excédent en compte courant—milliards de dollars	7		43		31		36		34		20		56	

La question est maintenant de savoir comment évoluera leur politique d'APD. Si après le ralentissement auquel nous assistons depuis peu et qui, nous l'espérons, ne sera que temporaire, les pays à excédent de capitaux de l'OPEP recommencent à accroître leurs flux d'aide libérale, ils contribueront considérablement à atténuer les problèmes de reconversion dans les pays les plus pauvres. Pour le moment, ils étudient activement un certain nombre de plans, mais il leur faut prendre des décisions fermes afin de répondre aux besoins les plus urgents des pays à faible revenu.

- En 1980, l'excédent en compte courant des pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux devrait augmenter d'environ 100 milliards de dollars par rapport à 1978. Comme nous l'avons vu, 4,0 % de leur PNB est allé à l'APD pendant la période 1974-79. On est amené à se demander s'ils pourront continuer dans cette voie et si leur aide pourra être décaissée rapidement en faveur d'un grand nombre de pays à faible revenu afin de les aider à parer au plus pressé.
- L'Iraq, le Venezuela et le Mexique ont proposé de compenser les effets des dernières hausses sur les plus pauvres des pays qui sont leurs clients en leur accordant des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt. Si leur exemple est suivi par d'autres exportateurs de pétrole, une telle mesure aura des effets immédiats sur le déficit de la balance des paiements de ses bénéficiaires.
- Le Comité de l'OPEP chargé de la stratégie à long terme vient d'adopter la proposition de l'Algérie et du Venezuela tendant à ce que le Fonds de l'OPEP devienne un organisme de développement doté d'un capital autorisé de 20 milliards de dollars. Il s'agit, là encore, d'une mesure qui, si elle était appliquée rapidement, pourrait aider considérablement les pays en développement à faible revenu.

L'aide publique au développement émanant de l'Union soviétique et des autres pays industrialisés à économie planifiée est si infime (0,04 % du PNB) qu'elle est à peine mesurable. A n'en pas douter, ces pays devraient, eux aussi, faire plus.

Les besoins de financement extérieur des pays à revenu intermédiaire

Comme l'indique le Tableau III, les besoins des pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole ont plus que doublé en valeur absolue entre 1978 et 1980 (passant de 21,4 à 51 milliards de dollars) et presque doublé par rapport au PNB (dont ils représentaient 4,0 % en 1980 contre 2,2 % en 1978).

Ce sont naturellement les banques commerciales qui ont joué le rôle le plus dynamique à cet égard pendant les années 70 (voir Tableau V).

TABLEAU V : EMPRUNTS DES PAYS EN DEVELOPPEMENT A REVENU INTERMEDIAIRE AUPRES DU SYSTEME BANCAIRE PRIVE MONDIAL^a
(milliards de dollars)

	<u>1970</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>
Créances des banques privées sur les pays en développement—Fin d'année ^b	<u>30</u>	<u>37</u>	<u>44</u>	<u>53</u>	<u>72</u>	<u>92</u>	<u>110</u>	<u>151</u>	<u>204</u>	<u>251</u>
Accroissement des créances bancaires sur les pays en développement ^b		7	7	9	19	20	18	41	53	47

Ce qui est surtout à craindre aujourd'hui, c'est que les banques commerciales ne puissent jouer le même rôle pendant les années 80, et ce, pour plusieurs raisons :

- Comme je l'ai déjà indiqué, les pays en développement devront affronter une rude concurrence de la part des pays industrialisés et des pays à économie planifiée à cet égard.
- Les deux tiers des crédits accordés par les banques commerciales sont allés à seulement 10 pays en développement à revenu intermédiaire. Le montant des dettes commerciales contractées par ces pays est maintenant important et certaines banques sont préoccupées par la structure de leur portefeuille.
- Les organismes régulateurs nationaux ont de plus en plus tendance à limiter les activités des banques commerciales dans les pays en développement.

On aurait tort de conclure de tout cela que les flux de capitaux commerciaux vers les pays en développement n'augmenteront pas pendant les années 80. Mais la question essentielle est de savoir s'ils augmenteront suffisamment pour que la reconversion puisse avoir lieu à des taux de croissance relativement

^aY compris des prêts d'un montant réduit consentis à des pays à faible revenu et qui n'ont pu être séparés du total.

^bEstimations de la Banque mondiale pour les années 1970-75 et 1979. Pour les autres années, les chiffres proviennent de la BRI.

élevés—et non intolérablement bas. On peut sans doute répondre par l'affirmative pour 1980 et peut-être même pour 1981, mais par la suite, le scepticisme est permis. Déjà, en effet, de grandes banques commerciales d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord ont exprimé leur incertitude à ce sujet.

Il faut donc sans plus attendre envisager les mesures à prendre pour compléter et faciliter le rôle des banques commerciales au cas où cette incertitude se révélerait justifiée. Cette question devrait être au premier plan des préoccupations du Comité du développement et des Conseils du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale en 1981.

Si l'on veut recycler efficacement et équitablement en faveur des pays en développement une partie des excédents de capitaux des exportateurs de pétrole pendant les années 80, il est incontestable que les institutions de Bretton Woods, ainsi que d'autres organisations internationales, devront jouer un rôle d'intermédiation financière beaucoup plus important qu'on ne l'avait prévu antérieurement, complétant par là les activités des banques commerciales.

En fait, si ces institutions ont été créées, c'est en grande partie afin qu'elles jouent ce rôle d'intermédiation financière, qu'elles se tiennent prêtes à agir, en dernier ressort, pour faciliter le recyclage des excédents de capitaux accumulés par certains pays en les acheminant vers les pays qui en ont le plus besoin, soit à court terme à cause d'un déficit de leur balance des paiements, soit à long terme en faveur d'activités de développement.

Il faut, au seuil de la décennie, réexaminer à fond la fonction des institutions de Bretton Woods dans le recyclage de flux financiers. J'évoquerai dans un moment le rôle que la Banque mondiale peut jouer à cet égard.

Mais auparavant, je voudrais revenir une nouvelle fois sur une question fondamentale que l'inquiétude suscitée par le problème mondial de la reconversion risque de faire quelque peu oublier aujourd'hui. Je veux parler de la question qui est au coeur même du développement : la pauvreté absolue.

IV. LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Au cours des dix dernières années, j'ai à maintes reprises—parfois au risque de paraître ennuyeux—appelé en ce lieu même l'attention sur les principaux objectifs du développement, à savoir, accélérer la croissance économique et éliminer ce que j'ai appelé la pauvreté absolue.

Tout le monde sait naturellement ce qu'est la croissance économique et il suffit d'avoir été en contact avec des sociétés en développement pour savoir ce qu'est la pauvreté absolue—condition d'existence sordide, limitée à un tel point par la malnutrition, l'analphabétisme, la maladie, la mortalité infantile et la brièveté de l'espérance de vie, que ses victimes échappent à toute définition rationnelle de la dignité humaine.

Les deux objectifs sont intrinsèquement liés, bien que les pouvoirs publics soient souvent tentés de poursuivre l'un au détriment de l'autre. En pareil cas, leurs efforts de développement sont invariablement voués à l'échec, car appliquer une politique de croissance sans accorder à l'équité une importance suffisante, c'est se condamner à l'instabilité sociale, et souvent à des troubles violents. Et appliquer une politique de justice sociale sans accorder à la croissance une importance suffisante, c'est tout simplement répartir autrement les privations nées de la stagnation. Ni l'une ni l'autre de ces politiques ne peut, à elle seule, engendrer un développement soutenu et harmonieux.

C'est lors de nos réunions de 1972, que j'ai commencé à vous entretenir de ces questions. J'ai fait observer que les 40 % les plus pauvres de la population du tiers monde profitaient beaucoup trop peu de la croissance économique. Tandis que leur pays enregistrait une croissance économique brute, le sort de 800 millions de personnes restait inchangé, marqué du sceau de la pauvreté.

Poursuivant notre analyse de la croissance et de l'équité au cours de nos assemblées des années suivantes, nous avons ébauché un certain nombre de mesures spécifiques visant à attaquer directement ce problème dans le contexte d'une planification globale du développement. Il était évident que le succès

de la lutte contre la pauvreté était subordonné à deux conditions fondamentales : il fallait

- aider les pauvres à accroître leur productivité; et
- leur assurer l'accès aux services publics essentiels.

A l'Assemblée de Nairobi, en 1973, j'ai proposé un grand programme en faveur des zones rurales, où vit la très grande majorité des victimes de la pauvreté absolue. Cette stratégie est axée sur environ 100 millions de paysans qui, avec leurs familles, pratiquent l'agriculture de subsistance—pour la plupart sur 2 ha ou moins. Elle vise à accroître la productivité de ces agriculteurs, et par conséquent leur revenu, ainsi qu'à leur ouvrir plus équitablement l'accès aux services dont ils ont besoin.

Deux ans plus tard, à notre Assemblée de 1975, j'ai esquissé un programme comparable en faveur des zones urbaines. Les quelque 200 millions d'indigents qui vivent dans des villes ne sont pas dans la même situation que ceux des campagnes mais la stratégie à appliquer est fondamentalement identique : éliminer les obstacles qui les empêchent de mieux gagner leur vie, leur faciliter l'accès aux services publics de base et les aider à mieux donner la mesure de leur capacité de production.

Nous avons poursuivi chaque année notre étude de ces questions. Mais les choses ont changé. Comme j'ai eu l'occasion de le dire, la plupart des pays en développement se trouvent placés sans préavis dans une situation très difficile, dont tout porte à croire qu'elle persistera pendant plusieurs années.

Leurs taux de croissance vont être faibles et leurs besoins de capitaux élevés. Leurs gouvernements, dans cette conjoncture, seront amenés à prendre des mesures d'austérité et à limiter strictement les crédits affectés à toute activité jugée de moindre importance. La tentation sera donc forte d'abandonner pour un temps les programmes de lutte contre la pauvreté. On fera valoir que la pauvreté est un problème chronique tandis que le déficit en compte courant est une crise de caractère immédiat, que l'une peut attendre mais pas l'autre.

C'est là un argument spécieux. Certes, on ne peut laisser s'élargir indéfiniment un déficit en compte courant et, comme nous l'avons vu, la solution passe par une reconversion de l'économie. Cette reconversion, on ne saurait trop insister sur ce point, doit être entreprise sans retard.

Mais une société ne peut pas non plus tolérer indéfiniment la pauvreté absolue. Fermer les yeux, atermoyer, prétexter qu'il s'agit d'un problème qui ne pourra être résolu qu'à long terme et qu'il en est d'autres plus pressants, qui doivent prendre le pas, c'est se leurrer dangereusement.

La réduction et l'élimination de la pauvreté absolue, qui écrase tant d'êtres humains, sont le fondement même du développement et conditionnent la survie de toute société digne de ce nom.

Le développement n'est pas simplement le progrès économique mesuré selon l'accroissement du produit national brut. C'est quelque chose de beaucoup plus fondamental : c'est avant tout le développement humain, c'est-à-dire la possibilité pour l'individu de donner toute sa mesure.

La pauvreté absolue, au contraire, est un ensemble de circonstances qui se liguent pour empêcher l'individu de se réaliser, pour le priver des avantages qui découlent du développement. Mais, plus encore, elle est une insulte à la dignité humaine : à celle des pauvres qui, simplement du fait qu'ils sont des êtres humains, auraient mérité mieux, et à celle de nous tous qui sommes réunis ici, car collectivement nous avons les moyens d'intervenir plus vigoureusement contre la pauvreté, et nous ne l'avons pas fait.

Maintenant que riches et pauvres sont pris dans la tourmente, allons-nous faire encore moins ?

Disons le tout net, la poursuite de la lutte contre la pauvreté n'est pas un luxe économique que nous pouvons nous offrir lorsque tout va bien, mais dont nous pouvons nous passer lorsque la situation s'assombrit, bien au contraire. Elle est un devoir social et moral constant et un impératif économique—elle est plus indispensable que jamais. Il est fort possible que

le marasme économique en évidence dans les pays en développement et les pays développés au début des années 80 force, dans la plupart des sociétés, les riches et les privilégiés à accepter un ralentissement de l'amélioration, voire même une réduction sélective, de leur train de vie déjà enviable. S'il le faut, ils pourront subir sans dommage ce désagrément.

En revanche, pour les 800 millions d'indigents, une réduction de leur niveau de vie est une toute autre affaire. Simple désagrément pour les riches, ce serait pour eux une descente dans l'abîme de la misère. L'austérité, dans leur cas, est une vue de l'esprit, puisqu'ils sont déjà à l'extrême limite de la survie.

Nous ne le répéterons jamais assez : la pauvreté absolue n'est pas simplement due à l'insuffisance du revenu personnel. Oui, les pauvres ont un revenu trop faible; oui, ils ont désespérément besoin de gagner davantage, mais là n'est pas l'unique raison de leur misère. Leurs privations ne sont pas une simple question de revenu et, dans bien des cas, une augmentation—qui s'impose, du reste—de celui-ci ne suffirait pas à les libérer de l'étau qui les enserre.

Car la pauvreté absolue est un réseau enchevêtré d'éléments tous plus accablants les uns que les autres et, de crainte que nous devenions insensibles à l'ampleur du fléau dans les pays en développement, il est bon de rappeler quelques chiffres :

- Six cent millions d'adultes de ces pays—soit 100 millions de plus qu'en 1950—ne savent ni lire ni écrire et quatre enfants seulement sur dix vont plus de trois ans à l'école primaire.
- Sur dix enfants nés dans la pauvreté, deux meurent dans l'année, un autre avant l'âge de cinq ans, et cinq seulement parviennent à l'âge de 40 ans.
- Les maladies infantiles courantes—rougeole, diphtérie, coqueluche et poliomyélite—qui ont soit disparu, soit perdu toute gravité dans les pays développés—ont fréquemment une issue fatale dans les pays en développement, où le risque de décès pour un enfant contractant la rougeole, par exemple, est multiplié par 200.

- Alors qu'il existe une vaccination simple contre les quatre maladies que je viens de mentionner, moins de 10 % des enfants nés chaque année dans le tiers monde sont actuellement protégés.
- Le manque d'énergie et de motivation, la médiocrité des résultats à l'école et au travail, une diminution de la résistance aux maladies sont autant de maux imputables à la malnutrition, dont souffrent des centaines de millions de personnes, et qui souvent compromet leur développement physique et intellectuel.
- Pour 1,3 milliard d'habitants des pays en développement à faible revenu, l'espérance de vie moyenne est de 50 ans, alors qu'elle atteint près de 75 dans les pays industrialisés.
- Pour résumer, si on les compare à ceux qui ont la chance de vivre dans les pays développés, les habitants des pays les plus pauvres connaissent un taux de mortalité infantile huit fois plus élevé, une espérance de vie moins longue d'un tiers, un taux d'alphabétisation des adultes inférieur de 60 %, un niveau nutritionnel qui, pour un habitant sur deux, se situe en dessous des normes minimales; et des millions de jeunes enfants reçoivent moins de protéines qu'il n'en faut pour un développement optimal du cerveau.

Ces chiffres impersonnels ne sont pas simplement de froides statistiques issues de l'ordinateur de quelque économiste. Ils représentent des êtres humains et, hélas, beaucoup d'enfants. Sur les 2 250 millions d'habitants des cent et quelques pays aidés par la Banque, 900 millions ont moins de 15 ans. Alors que ces jeunes sont le principal espoir de leur société, près de la moitié d'entre eux souffrent de maladies débilitantes qui risquent fort d'avoir des séquelles permanentes. Bien plus d'un tiers sont sous-alimentés et un tiers de ceux qui sont en âge d'aller à l'école primaire ne sont pas scolarisés.

Tout cela montre bien le tragique gaspillage qu'est la pauvreté. Comment ces millions de citoyens illettrés, mal nourris et mal portants pourraient-ils contribuer de façon valable à la croissance économique et au progrès social de leur pays? La pauvreté dans laquelle ils se débattent, et dont il ne sont nul-

lement responsables, exclut, purement et simplement leur participation.

Comme je l'ai déjà fait observer, c'est la pauvreté elle-même qui impose un fardeau à la société, non pas les individus qui ont le malheur d'être pauvres. Ceux-ci, au contraire représentent un potentiel humain immense.

On croyait autrefois que le principal obstacle à la croissance économique était le manque de capitaux. Mais nous savons maintenant que la formation de capital compte pour moins d'un tiers dans les variations entre les taux de croissance des pays en développement. La valorisation des ressources humaines a, elle, beaucoup plus d'influence. Investir dans le potentiel humain que détiennent les pauvres est donc non seulement moralement juste mais en outre, se justifie parfaitement sur le plan économique. Par contre, ce qui est fatal pour l'économie, c'est de permettre à la lèpre de la pauvreté de prendre de telles proportions qu'elle commence à ronger l'édifice politique et social tout entier.

Aucun gouvernement ne souhaite perpétuer, délibérément la pauvreté. Mais, en période de marasme économique, les gouvernements ne sont pas tous convaincus de pouvoir réellement faire grand-chose contre un problème d'une telle ampleur. Ils se trompent.

Un certain nombre de moyens de lutte méritent notre attention. Je vous parlerai aujourd'hui de deux d'entre eux, que nous avons étudié pendant l'exercice écoulé et qui ont trait tous deux au développement humain : le remaniement des programmes sociaux, en vue de réduire leur coût par habitant tout en accroissant le nombre des bénéficiaires; et la restructuration de l'ensemble de ces programmes en vue d'établir des priorités qui tiennent compte des liens d'interdépendance et des effets complémentaires des différents types d'interventions, ce qui permettrait de réduire leur coût global. Si les gouvernements ne révisent pas la conception des services essentiels et ne les réorganisent pas de façon qu'ils se complètent les uns les autres, ils n'auront pas les moyens de leur donner l'échelle voulue, surtout en période d'austérité.

Nos études confirment les effets synergiques qu'ont sur la productivité les mesures visant à satisfaire les besoins de base dans chacun des cinq domaines essentiels que sont l'éducation, les soins de santé, l'eau salubre, la nutrition et le logement. Tous sont liés entre eux, si bien que tout progrès dans l'un fait progresser les autres et, en fin de compte, toutes les mesures concourent à un même résultat : l'accroissement de la production.

Prenons un exemple : une réduction de l'incidence des maladies gastro-intestinales et des infections parasitaires—grâce à l'éducation, à une eau plus salubre et à des programmes de santé et d'hygiène—accroît considérablement la valeur nutritive des aliments absorbés. Cette amélioration peut se répercuter sur les capacités intellectuelles des élèves et, partant, sur le profit qu'ils tireront de l'éducation et, notamment, leur productivité et leur revenu. Il ressort d'études effectuées dans de nombreux pays que les petits exploitants agricoles qui sont allés à l'école primaire sont plus productifs que les autres, car ils sont plus ouverts aux innovations et plus enclins à écouter les conseils des vulgarisateurs.

La recherche a également confirmé combien l'enseignement primaire pouvait contribuer à réduire la mortalité infantile. Des études menées au Bangladesh, au Kenya et en Colombie ont démontré que le taux de mortalité des enfants était en raison inverse du niveau d'instruction de leur mère, même lorsqu'on tient compte des inégalités du revenu familial.

A Sri Lanka, les progrès de l'enseignement de base ont atténué les effets de l'insalubrité de l'eau, car les villageois ont compris qu'il fallait la faire bouillir. Et partout dans le tiers monde, les résultats scolaires, la durée des études et même le taux de scolarisation sont influencés par l'état de santé et l'alimentation des enfants.

Dans les villes, les possibilités d'emploi, en particulier dans le secteur moderne, dépendent souvent non seulement du niveau d'éducation mais également de la santé et de l'alimentation. Les travailleurs qui se fatiguent rapidement et qui sont peu résistants aux maladies chroniques sont peu rentables et sont un facteur d'accroissement sensible du nombre d'accidents,

de l'absentéisme et des frais médicaux. Chose encore plus grave, dans la mesure où la malnutrition a nui à leur développement intellectuel pendant l'enfance, ils sont peu aptes aux tâches techniques, ayant perdu toute dextérité, toute vivacité et tout esprit d'initiative.

Et pourtant, il n'est que trop fréquent que les services publics essentiels soient inaccessibles aux pauvres, et que les quelques services qui soient offerts soient conçus de telle façon que les pauvres n'aient rien à en attendre : tel pays s'enorgueillira donc de ses magnifiques autoroutes, mais aura trop peu de routes reliant les exploitations agricoles aux marchés, de ses installations hospitalières urbaines ultramodernes, mais aura trop peu de centres de soins préventifs en milieu rural, de ses établissements d'enseignement supérieur prestigieux, mais aura trop peu d'écoles primaires et de centres d'alphabétisation villageois, et ainsi de suite.

Les services publics qui ne sont pas de conception modeste et d'un coût unitaire faible sont presque inévitablement voués à servir les besoins de quelques privilégiés, alors que les masses restent coupées de tout.

Pour renverser cette tendance, les dirigeants doivent s'apprêter à prendre sans faiblir des décisions qui ne les rendront pas forcément populaires auprès des milieux influents et réaffecter les maigres ressources dont ils disposent à des réseaux de services moins élaborés mais plus étendus, dont la vocation première doit être d'apporter les prestations aux pauvres et d'amener les pauvres sur les lieux des prestations.

Malheureusement, les pays en développement ne jouissent pas de ressources financières et administratives suffisantes pour éliminer rapidement toutes les déficiences des services d'enseignement, de santé et autres dont les pauvres ont à souffrir. Ils devront donc être sélectifs dans le choix de leurs objectifs. Il devient dès lors d'autant plus important d'analyser les rapports entre les différents services et la façon dont ils se complètent les uns les autres, car par une combinaison judicieuse, on peut réduire substantiellement leur coût individuel et, partant, le coût total des programmes de lutte contre la pauvreté.

A titre d'exemple, on a estimé qu'en Egypte, l'exploitation systématique des effets complémentaires des interventions intéressant différents secteurs, et un remaniement des programmes à l'intérieur même des secteurs, permettraient de réduire de plus de 33 % le montant des ressources nécessaires pour faire reculer et, à terme, pour éliminer la pauvreté absolue.

Puisqu'il faut choisir, quelles sont les options les plus intéressantes? Il n'existe pas de réponse universelle mais, dans presque tous les pays en développement, deux options méritent de retenir l'attention. L'une est l'élargissement de l'enseignement primaire, surtout pour les filles, et l'autre, la promotion des soins de santé primaires.

Enseignement primaire

Les taux de scolarisation du tiers monde sont encore bien inférieurs à l'objectif de l'éducation primaire universelle pour les garçons et pour les filles. Le tableau est plus sombre encore si l'on considère les taux d'abandons, qui dépassent souvent 50 %. De nombreuses études ont montré que la rentabilité économique de l'instruction primaire des garçons est élevée, encore qu'on ne le sache pas toujours. Mais ce sur quoi je tiens à attirer l'attention aujourd'hui est un phénomène beaucoup moins connu et beaucoup moins bien compris, à savoir le rôle spectaculaire joué par l'éducation des filles dans la réduction de la pauvreté.

Il faut bien reconnaître que, dans la plupart des pays en développement, l'éducation n'est pas ouverte équitablement aux femmes. Le nombre de femmes illettrées augmente plus rapidement que celui des hommes et près des deux tiers des analphabètes du monde sont des femmes. Presque partout, l'enseignement général et la formation professionnelle s'adressent avant tout aux hommes.

En effet, l'image de la femme qui prévaut empêche de mesurer l'ampleur de sa contribution à la vie de la société. On apprécie les femmes, et on les encourage à s'apprécier elles-mêmes, avant tout en tant que mères. Leur contribution économique, pourtant non négligeable dans beaucoup de pays en développement, est presque toujours sous-estimée. En fait,

dans les sociétés de subsistance, les femmes font au moins 50 % des tâches liées à la production et au traitement des denrées alimentaires, qui s'ajoutent aux soins des enfants et aux travaux ménagers.

Nul ne niera que l'éducation améliore les possibilités d'emploi des jeunes filles à l'extérieur. Une étude comparée portant sur 49 pays a fait ressortir que partout le niveau d'instruction féminine se répercutait de façon significative sur la proportion de femmes exerçant un travail rémunéré.

L'amélioration de l'éducation des jeunes filles réduira en outre notablement les taux de fécondité. En Amérique du Sud, par exemple, il apparaît que dans des lieux aussi différents que Rio de Janeiro, la campagne chilienne et Buenos Aires, les femmes qui ont achevé leurs études primaires ont en moyenne deux enfants de moins que celles qui ne les ont pas terminées. De tous les aspects du développement social, c'est le niveau d'éducation qui semble le plus systématiquement lié à l'abaissement de la fécondité. Il n'est pas sans intérêt de noter que le relèvement du niveau d'éducation des femmes influe davantage sur la fécondité qu'un relèvement égal du niveau d'éducation des hommes. Dans les pays où l'accroissement rapide de la population menace les ressources d'épuisement, la rentabilité des dépenses consacrées à l'éducation et à la formation des garçons, si celles-ci ne s'accompagnent pas de dépenses comparables en faveur des filles, sera très certainement amputée à la longue par le maintien d'un niveau de fécondité élevé.

L'apport potentiel des femmes dans le processus de développement est grossièrement sous-estimé. La prolongation des pratiques injustes qui maintiennent les femmes dans des rôles traditionnels étroits aboutit non seulement à leur refuser, ainsi qu'à la société, les avantages qui découleraient de la réalisation de ce potentiel, mais en outre à aggraver sérieusement les difficultés posées par la lutte contre la pauvreté.

Soins de santé primaires

Dans le secteur de la santé également, des programmes bien conçus et aux objectifs nettement définis viendraient étayer

puissamment les programmes généraux de lutte contre la pauvreté.

Dans la plupart des pays du tiers monde, les dépenses de santé sont consacrées dans leur grande majorité aux systèmes de soins curatifs coûteux destinés à certaines classes urbaines favorisées. Les médecins hautement spécialisés et les hôpitaux ultramodernes ignorent les besoins de 90 % de la population. Il faudrait au contraire des installations moins perfectionnées, moins chères, mais plus efficaces, de soins préventifs orientés vers les masses.

Des pays même très pauvres peuvent mettre en place de tels services, s'ils adoptent une approche rationnelle. C'est ainsi qu'il y a 25 ans, Sri Lanka a décidé d'améliorer ses services de soins de santé ruraux. Grâce aux efforts déployés dans le domaine de la santé, ainsi que de l'éducation et de la nutrition, la mortalité infantile est tombée à 47 pour 1 000 au cours des deux décennies écoulées, tandis que l'espérance de vie est passée à 69 ans et le taux brut de natalité est tombé à 26.

D'autres pays en revanche, qui jouissent d'un revenu par habitant beaucoup plus élevé que Sri Lanka, ont consacré autant ou plus à la santé mais, n'ayant pas mis l'accent sur des systèmes de soins de santé primaires simples, bon marché, mais efficaces, ils n'ont retiré de leurs investissements que de maigres avantages.

C'est ce qu'illustre l'exemple de la Turquie, qui avec un PNB par habitant de 1 200 dollars en 1978 (contre 190 dollars à Sri Lanka), a investi essentiellement dans les installations urbaines conventionnelles. Aujourd'hui elle a un taux de mortalité infantile de 118 pour 1 000, une espérance de vie de 61 ans et un taux de natalité brut de 32, chiffres, on en conviendra, fort éloignés des résultats obtenus par Sri Lanka.

Dans le cadre de leurs programmes de soins préventifs, les autorités devraient s'efforcer tout particulièrement de faire reculer les taux de mortalité infantile et juvénile. Les taux moyens de mortalité infantile (nombre des décès pour 1 000 enfants pendant la première année) dépassent largement 140 en Afrique et atteignent en gros 120 en Asie et 60 en Amérique du Sud.

Dans les pays développés, cette moyenne n'est que de 13. Pourquoi les chiffres sont-ils si élevés dans le tiers monde? Les raisons sont à rechercher dans la nutrition, l'hygiène, les pratiques sanitaires, et les services de soins. Pourtant, une révision et une réorientation radicales des politiques de santé, d'éducation et de nutrition peuvent faire tomber assez rapidement les taux de mortalité infantile et juvénile. Les efforts et les dépenses à consacrer à ces aspects du développement sont plus que justifiés par la réduction de la fécondité, l'amélioration de la santé des enfants et le renforcement de la productivité.

Un programme d'éducation de base en faveur des femmes comme des hommes (mais surtout des femmes) et un programme bien conçu de soins de santé primaires en faveur des campagnes comme des villes, sont des investissements qu'aucun pays en développement ne peut se permettre de négliger, car leur rentabilité économique est immense. Il en est de même d'autres investissements dans le vaste potentiel humain inexploité des indigents. Même en période d'austérité—surtout, dirais-je, en période d'austérité—ces investissements doivent être intensifiés.

J'en reviens maintenant au rôle que la Banque mondiale elle-même aura à jouer pendant les années 80 et pour situer mes propos dans leur perspective, je voudrais résumer tout d'abord les principaux éléments qui ressortent de ce que je viens de dire.

V. LE RÔLE DE LA BANQUE MONDIALE DANS LES ANNÉES 80

Les pays en développement importateurs de pétrole ont vu leur déficit en compte courant augmenter de façon dramatique. Or, à cette augmentation fait pendant une partie de l'accroissement de l'excédent enregistré par les pays exportateurs de pétrole. Aussi, les efforts d'intermédiation déployés doivent-ils viser en particulier à ce qu'une part appropriée de cet excédent retourne, directement ou indirectement, aux pays en développement déficitaires.

L'aide dont les nations en développement auront besoin dans les années 80—à la fois pour alléger le fardeau de la

pauvreté absolue et pour apporter à leur structure économique les modifications auxquelles la conjoncture les contraint—est beaucoup plus importante qu'on ne l'avait prévu avant les événements de ces 18 derniers mois.

Les pays du tiers monde, qui financent déjà eux-mêmes 90 % de leurs activités de développement, devront désormais mobiliser des ressources encore plus considérables. Mais une chose est certaine : ils ne sauraient accomplir pareille tâche par leurs propres moyens. Aussi convient-il de réviser tous les programmes d'aide internationale, y compris celui de la Banque, de façon à déterminer comment satisfaire les besoins les plus urgents. C'est sous cet angle qu'il faudrait étudier la question du volume futur des prêts de la Banque mondiale et de la nature de sa politique d'intervention. Il est évident que la Banque ne peut pas tout faire. Là ne doit d'ailleurs pas être son objectif. Mais elle ne peut pas non plus se permettre de négliger ses responsabilités fondamentales à l'égard de ses pays membres en développement.

Voyons quel rôle la Banque a joué pendant la dernière décennie.

Ces 12 dernières années, l'aide financière accordée par la Banque au monde en développement s'est accrue de façon spectaculaire (voir Tableau VI).

**TABLEAU VI : MONTANT DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS
FINANCIERS ET DES DECAISSEMENTS NETS DU
GROUPE DE LA BANQUE**
(milliards de dollars)

	Moyenne annuelle, par période quinquennale					Plan de travail ^a				
	Exer- cices 64-68	Exer- cices 69-73	Exer- cices 74-78	Exer- cice 79	Exer- cice 80	Exer- cice 81	Exer- cice 82	Exer- cice 83	Exer- cice 84	Exer- cice 85
Nouveaux engagements										
BIRD	0,9	1,8	4,9	7,0	7,6	8,6	9,6	10,7	11,9	13,2
IDA	0,3	0,8	1,6	3,0	3,8	3,6	4,1	4,7	5,0	5,3
SFI	—	0,1	0,2	0,4	0,7	0,6	0,7	0,8	0,9	1,1
Total										
—en dollars courants	<u>1,2</u>	<u>2,7</u>	<u>6,7</u>	<u>10,4</u>	<u>12,1</u>	<u>12,8</u>	<u>14,4</u>	<u>16,2</u>	<u>17,8</u>	<u>19,6</u>
—en dollars constants de l'exercice 80	<u>5,0</u>	<u>6,8</u>	<u>9,5</u>	<u>11,2</u>	<u>12,1</u>	<u>11,9</u>	<u>12,6</u>	<u>13,3</u>	<u>13,8</u>	<u>14,3</u>
Décaissements										
BIRD	0,5	0,9	2,2	3,6	4,4	5,2	6,3	7,4	8,3	9,2
IDA	0,3	0,3	1,1	1,2	1,4	1,8	2,2	2,7	3,5	4,1
SFI	—	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,5	0,7	0,8	0,9
Total										
—en dollars courants	<u>0,8</u>	<u>1,3</u>	<u>3,5</u>	<u>5,0</u>	<u>6,1</u>	<u>7,3</u>	<u>9,0</u>	<u>10,8</u>	<u>12,6</u>	<u>14,2</u>
—en dollars constants de l'exercice 80	<u>3,1</u>	<u>3,5</u>	<u>5,3</u>	<u>5,5</u>	<u>6,1</u>	<u>6,7</u>	<u>7,6</u>	<u>8,6</u>	<u>9,4</u>	<u>9,9</u>

Mais, pendant toutes ces années, notre principale préoccupation n'a pas été d'accroître l'ampleur des opérations de la Banque. Notre intention n'était pas simplement d'en faire plus mais de répondre le mieux possible aux nouveaux besoins de développement de nos pays membres.

Comprenant que si les victimes de la pauvreté absolue devaient attendre que les avantages de la croissance économique globale se propagent jusqu'à elles, leur revenu et leur niveau de vie progresseraient à un rythme scandaleusement

^aLe Plan de travail est revu chaque année par les Administrateurs; il suppose que les mesures législatives nécessaires à l'Augmentation générale du capital de la BIRD et à la Sixième reconstitution des ressources de l'IDA seront prises en temps voulu.

faible, la Banque a profondément modifié la structure de son programme de prêt et sa stratégie du développement depuis 1970.

Il devint évident que les pays en développement devaient élaborer des mesures et adopter des programmes d'investissement qui permettraient aux pauvres d'accroître leur productivité et d'avoir aussi accès aux services essentiels.

Tout au long des années 70, la Banque s'est résolument efforcée d'aider ses pays membres dans cette double tâche, à laquelle elle a consacré une part importante de ses ressources intellectuelles et une fraction croissante du volume toujours plus grand de ses prêts. Au cours de l'exercice 80, elle a affecté à cette fin 3 565 millions de dollars, soit plus de 30 % du total de ses opérations, contre 60 millions de dollars par an en moyenne, soit moins de 5 % du total pendant les exercices 64 à 68. Pendant ce même exercice, elle a approuvé des projets de développement agricole et rural visant à améliorer la productivité, et donc le revenu, de 29 millions de personnes, dont 18 millions parmi les plus pauvres du monde, et à augmenter de 6 millions de tonnes par an la production vivrière.

Bien entendu, les projets routiers et électriques, et autres investissements traditionnels dans l'infrastructure et la production, demeurent essentiels au développement : ils sont indispensables pour renforcer les fondements de la croissance, multiplier le nombre d'emplois et améliorer le revenu de tous les membres de la société. Si, en pourcentage du total, les prêts accordés par la Banque à ces secteurs ont diminué, ils ont considérablement augmenté en volume. Les prêts en faveur de projets d'infrastructure traditionnels, qui se chiffraient en moyenne à 700 millions de dollars par an au cours des exercices 64 à 68, sont passés à 4,4 milliards de dollars en 1980; les chiffres correspondants pour les projets de production traditionnels sont de 350 millions et de 3,5 milliards de dollars.

Ce n'est qu'en élargissant son programme global de prêt que la Banque a pu répondre aux nouveaux besoins de développement de ses pays membres sans pour autant négliger leurs besoins traditionnels.

Telle est à coup sûr la voie dans laquelle elle doit persévérer. Elle doit pouvoir satisfaire les nouveaux besoins qui se sont déjà fait jour et s'attendre à être constamment sollicitée pour aider ses membres à faire face à des situations encore imprévisibles. Et elle doit être à même de remplir ce rôle sans démanteler d'autres programmes pour lesquels le tiers monde compte sur son assistance.

Est-elle en mesure de le faire?

Je vous disais l'an dernier que nous étions en train de jeter les bases d'un accroissement du programme de prêt de la Banque au cours de la nouvelle décennie. Permettez-moi de résumer les mesures qui ont été prises au cours des 12 derniers mois et de faire le point de notre situation.

Le Conseil des Gouverneurs a approuvé en janvier 1980 une Augmentation générale du capital autorisé de la Banque, qui sera porté de 45 milliards de dollars à 85 milliards de dollars. Pour souscrire les parts additionnelles, plusieurs pays, notamment les Etats-Unis, doivent encore obtenir de leurs instances législatives les autorisations voulues.

Les négociations relatives à la Sixième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) ont abouti à un accord en décembre dernier et le Conseil des Gouverneurs a approuvé en mars 1980 le principe de la reconstitution. Celle-ci n'a toutefois pas encore pris effet car dans quelques pays, dont les Etats-Unis, les mesures législatives nécessaires n'ont toujours pas été prises. D'autres nations ont donc décidé de verser des contributions volontaires pour éviter une solution de continuité trop longue dans le programme de prêt de l'IDA. Je ne saurais trop vous rappeler combien il est important que tous les gouvernements adoptent rapidement les mesures qui s'imposent et vous rappeler le lourd tribut que des retards et des incertitudes prolongés feront payer aux nations les plus pauvres du globe.

Supposons toutefois que les mesures préalables à l'Augmentation générale du capital de la BIRD et à la Sixième reconstitution des ressources de l'IDA soient prises rapidement.

Le programme de prêt résumé au Tableau VI—que l'Augmentation générale du capital et la Sixième reconstitution des ressources de l'IDA doivent permettre de financer en partie—correspond-il au rôle que le Groupe de la Banque doit jouer dans les années 80 pour aider ses pays membres en développement? Lui permettra-t-il de répondre à leurs besoins, ne serait-ce que dans la mesure limitée où nous espérons pouvoir le faire lorsqu'il a été conçu?

De toute évidence, la réponse est non.

Le programme de prêt pour les exercices 81-85, élaboré au début de 1977, est fondé sur l'évaluation que la Banque avait faite à l'époque des besoins financiers prévisionnels des pays en développement. Grâce à lui, pensions-nous, notre organisation pourrait accroître ses engagements de 5 % par an en valeur réelle et répondre comme il se devait aux besoins prioritaires de développement de ses pays membres.

Malheureusement, cette théorie a été rendue caduque par quatre événements qui sont survenus depuis lors.

Un taux d'inflation aussi effréné qu'inattendu a entamé la valeur réelle des engagements autorisés par les accords relatifs à l'Augmentation générale du capital de la Banque et à la Sixième reconstitution des ressources de l'IDA. Lorsque la Banque a établi son programme en 1977, elle prévoyait pour l'exercice 79 un taux d'inflation mondial de 7,5 %. Or, celui-ci a été de 13,3 % et il ressort de nos projections qu'il décroîtra plus lentement que prévu. Aussi la valeur réelle du programme de prêt pour la période 1981-85 sera-t-elle inférieure de 10,5 % aux prévisions, ce qui représente une perte de plus de 5,6 milliards de dollars d'aujourd'hui.

Mais l'inflation n'est pas la seule coupable; trois autres facteurs expliquent que nos pays membres en développement exigent de nous un effort accru :

- En premier lieu, comme je l'ai déjà souligné, la flambée du prix du pétrole a gonflé la facture de leurs importations, alors que la récession qui sévissait dans les pays industrialisés limitait les perspectives d'exportation. Pour parer à ces difficultés, ils doivent reconvertir leur économie tout

en veillant à ce que leur taux de croissance ne tombe pas à un niveau tout à fait inacceptable pendant la période de transition.

- En deuxième lieu, ils devraient, dans le cadre de cette reconversion, accroître considérablement leurs investissements dans le secteur de l'énergie, dans leur intérêt propre comme dans celui de la communauté internationale.
- En troisième lieu, du fait que la représentation de la Chine a changé, le nombre des individus qui ont un réel besoin de l'aide de la Banque, qui sont maintenant disposés à faire appel à elle et qui ont droit à son assistance, a augmenté de 45 %.

Quelles sont les conséquences sur les opérations de la Banque de ces trois faits?

Tout d'abord, examinons la question du financement des déficits en compte courant, beaucoup plus lourds que prévu. Résumons la situation.

Les pays en développement ont vu la facture de leurs importations de pétrole augmenter de 35 milliards de dollars par rapport à 1978. Par ailleurs, leurs perspectives d'exportation sont déjà bien assombries par la persistance de la récession et la faiblesse de la croissance dans les nations industrialisées, quand bien même celles-ci résisteraient vaillamment à la tentation du protectionnisme.

Les pays en développement pourront-ils financer leurs déficits? Là n'est pas le problème car, si les déficits ne peuvent pas être comblés, ils s'élimineront d'eux-mêmes. Mais s'ils disparaissent parce que les pays touchés n'ont pas trouvé les ressources nécessaires, les programmes de développement que ceux-ci se sont fixés seront gravement compromis.

Le reste du monde ne pourrait plus alors échapper aux pressions déflationnistes que ne manquerait pas d'entraîner ce naufrage. Ne serait-ce que par pur égoïsme, les nations industrialisées doivent répondre à ces besoins essentiels de financement.

Si les pays en développement parviennent à financer leurs importations, ils ne seront pas pour autant dispensés de procéder aux ajustements structurels que leur impose la conjoncture, mais au moins la condition préalable à ces ajustements sera-t-elle remplie, et les pays concernés pourront-ils adapter judicieusement la structure de leur production, de leurs échanges, de leurs investissements et de leur épargne à leurs nouveaux besoins. En revanche, s'ils ne trouvent pas les fonds nécessaires, ils seront obligés d'adopter des expédients—contrôle général des importations ou compressions arbitraires des programmes publics d'investissement, par exemple—qui, à long terme, ne sont dans l'intérêt de personne.

Le financement de l'ajustement structurel ne devra pas faire oublier les autres besoins de développement. L'ampleur des investissements à réaliser pour que la lutte contre la pauvreté aboutisse à un minimum de résultats n'a pas diminué. Des investissements considérables devront être faits d'urgence en vue de relever la productivité des indigents et de leur garantir l'accès aux services publics essentiels dont ils ont désespérément besoin.

La Banque ne se doit-elle pas de supporter une partie du fardeau que représente le financement de ces ajustements structurels? En aidant ses pays membres, elle ne remplacerait bien évidemment pas les mécanismes privés de recyclage des excédents, mais elle contribuerait à renforcer les flux d'aide privée et, en étayant solidement la reconversion, elle aiderait à améliorer la solvabilité des bénéficiaires. La Banque n'usurperait pas non plus la place du FMI. Son action aurait plutôt un caractère complémentaire, dans la mesure où ses ressources humaines et financières seront consacrées aux répercussions à long terme de la reconversion sur le développement.

C'est pourquoi la Banque a mis sur pied, il y a plusieurs mois, un programme de prêts à l'ajustement structurel dans lequel elle envisage d'engager entre 600 et 800 millions de dollars au cours du présent exercice. Au cours des exercices 82 ou 83, elle pourrait porter le montant de ces prêts à 1 500 millions de dollars, et davantage les années suivantes.

Pour l'instant toutefois, il lui faut intégrer ces opérations au programme en cours. Il va sans dire que ces besoins nouveaux et imprévus viennent s'ajouter à ceux qui avaient été identifiés en 1977 et que le programme actuel vise à satisfaire. La Banque doit donc élargir celui-ci. Faute de quoi, elle n'aura pas son mot à dire dans la solution du problème mondial de l'intermédiation.

Passons maintenant au deuxième point : où trouver les fonds nécessaires à la mise en valeur des ressources énergétiques? Sans parler de son effet immédiat sur le coût des importations, le renchérissement de l'énergie présente à long terme des aspects négatifs et positifs pour les pays en développement importateurs de pétrole.

Les études que nous avons effectuées ont fait ressortir qu'en dehors de ce qui était déjà prévu, il existait dans ces pays des possibilités d'investissement tout à fait intéressantes. Ces nouveaux investissements, conjugués à des mesures énergiques d'économie, réduiraient les importations pétrolières de 3 millions de barils par jour, soit 150 millions de tonnes par an, d'ici à 1990. Les avantages pour les nations productrices et consommatrices sont évidents. Mais pour atteindre cet objectif, il faudra réaliser des investissements considérables pendant les cinq prochaines années.

Au cours de la période 1981-85, il faudra investir au total dans la mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement importateurs de pétrole environ 185 milliards de dollars aux prix constants de 1980; à titre de comparaison, signalons que pendant la période quinquennale qui a précédé, les investissements réalisés dans le secteur énergétique de ces mêmes pays se sont chiffrés à 80 milliards de dollars. La majeure partie des sommes nécessaires sera financée au moyen de l'épargne intérieure et par des capitaux étrangers provenant d'autres sources que la Banque.

Cette dernière, cependant, devrait apporter son concours à cette entreprise. Il lui faudrait accroître son programme actuel de mise en valeur des ressources énergétiques de manière à pouvoir jouer un rôle de catalyseur—en attirant d'autres inves-

tisseurs, en particulier privés—et à financer les investissements pour lesquels il sera vraisemblablement difficile de trouver des fonds. Nous estimons actuellement que si la Banque veut contribuer à cette mission vitale, elle devra prêter 12 milliards de dollars de plus que les 13 milliards de dollars qu'elle avait prévu de consacrer à la mise en valeur des ressources énergétiques pendant la période 1981-85.

Enfin, considérons la question de la Chine.

Depuis que la représentation de la Chine a changé, le nombre des individus qui peuvent prétendre à bénéficier des ressources de la Banque s'est accru de près de un milliard. Leurs droits ne sont pas moins légitimes, ni leurs besoins moins impérieux, que ceux des millions de personnes qui vivent dans les autres pays membres de la Banque. Traduire leurs besoins en projets spécifiques prendra du temps; mais lorsque ce sera chose faite, la Banque devra se procurer plusieurs milliards de dollars par an pour les financer.

Si nous nous en tenions au programme de prêt initial, nous serions contraints de réduire considérablement notre aide à nos autres pays membres, ce qui compromettrait sérieusement leurs programmes de développement; il est clair que nous ne pouvons pas nous permettre d'agir ainsi : la seule solution consiste à élargir le programme actuel.

Toutes ces considérations nous amènent inexorablement à la conclusion suivante : la Banque doit mobiliser des ressources supplémentaires considérables si elle prétend aider efficacement les pays en développement à traverser les dix années critiques à venir. Ce faisant, elle devra tenir pleinement compte des difficultés budgétaires auxquelles les nations industrialisées se heurtent.

Pour l'instant, nous devons parvenir à un accord de principe sur les objectifs généraux suivants :

- accroissement du programme de prêt, de manière à neutraliser totalement la hausse au-delà des niveaux prévus du taux d'inflation;

- financement de la reconversion, sans pour autant réduire les ressources que la Banque envisageait de consacrer aux pays en développement importateurs de pétrole;
- participation au financement d'un programme élargi de mise en valeur des ressources énergétiques, sans pour autant réduire la contribution de la Banque à des programmes tout aussi cruciaux; et
- octroi d'une assistance à la Chine, sans que ses autres emprunteurs aient à en souffrir.

Si nous parvenons à nous mettre d'accord sur ces points—et je crois que nous le pouvons—il nous restera à trouver les moyens de financer l'expansion du programme de prêt sans grever plus que de raison le budget des Etats membres.

On peut être sceptique quant aux chances de succès de cette entreprise. Pourtant, plusieurs approches méritent d'être examinées. Les voici brièvement résumées.

Nos pays membres sont tenus de verser une partie de leur souscription au capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), versement qui est prélevé sur leur budget. Or, nous sommes en période d'austérité budgétaire et les fonds propres que nous pouvons constituer de cette façon sont bien limités. En revanche, il nous est possible, et même très facile, d'emprunter sur les marchés financiers mondiaux.

Nous devons nous demander aujourd'hui si la Banque utilise au mieux cette ressource limitée, je veux parler de son capital, pour mobiliser des fonds plus abondants. Pourrions-nous accroître nos emprunts sur les marchés financiers privés sans grever davantage le budget restreint des pays membres?

Depuis sa création, la Banque a appris peu à peu à faire meilleur usage de son capital. Il y a 20 ans par exemple, elle a pris conscience du fait qu'elle utilisait à peine une faible partie des possibilités d'emprunt que lui offrait son capital. En 1960, en effet, le capital souscrit de la Banque se chiffrait à 17,3 milliards de dollars—pour la plupart sous forme de garantie par les Etats membres des emprunts de la Banque—auxquels s'ajoutaient

2,5 milliards de dollars correspondant au capital versé et aux réserves; malgré un capital total de 19,8 milliards de dollars, elle n'avait emprunté que 2,1 milliards de dollars et prêté que 2,8 milliards de dollars. En 1960, la Banque a décidé de doubler son capital souscrit, sans toutefois relever le montant du capital versé, dont elle espérait ainsi tirer meilleur parti. En 1970 pourtant—à cette époque le capital versé et les réserves avaient été portés à 3,9 milliards de dollars et le capital callable à 20,8 milliards de dollars—ses emprunts ne se chiffraient qu'à 4,6 milliards de dollars et ses prêts à 6 milliards de dollars. En un mot, nous ne profitons pas assez de l'effet multiplicateur.

Au cours des années 70, la Banque a commencé à utiliser son capital pour emprunter des ressources beaucoup plus considérables à investir dans ses pays membres en développement. A la fin de l'exercice 80, le montant des emprunts et l'encours des prêts se chiffraient respectivement à 30 milliards de dollars et 27 milliards de dollars. Le capital versé et les réserves se montaient à 7 milliards de dollars—dont plus de la moitié correspondait à des bénéfices non distribués—et le capital callable à 36 milliards de dollars. En outre, les Gouverneurs qui, en 1960, avaient décidé de ramener la fraction du capital souscrit à verser de 20 à 10 % ont, à l'occasion de la dernière augmentation générale du capital, opté pour une réduction du pourcentage applicable aux souscriptions supplémentaires, qui est maintenant de 7,5 %.

Lorsque l'Augmentation générale du capital aura pris effet, la Banque disposera au total d'un capital souscrit de 85 milliards de dollars, dont 7,5 milliards de dollars auront été libérés. Il faudra ajouter à cela les réserves et les bénéfices non distribués, qui atteignent aujourd'hui environ 3,4 milliards de dollars, et qui progressent rapidement. Si la Banque utilise pleinement les possibilités que lui donne cette Augmentation générale du capital, le capital versé et les réserves lui permettront de financer environ 15 % de l'encours de ses prêts. Si l'on ajoute à ce montant le capital callable, notre institution ne prête pas un dollar qui ne soit garanti à 100 %.

Nous sommes loin des usages des grandes banques commerciales, pour lesquelles le rapport du capital au portefeuille de

risques est inférieur à 6 %. Et pourtant, aucune de ces banques n'est remboursée aussi ponctuellement que la BIRD; aucune ne dispose de capitaux à si long terme; et aucune n'a une position de liquidité aussi bien établie.

La Banque mondiale devrait donc s'efforcer de tirer toujours meilleur parti des avantages immenses que lui confère son assise financière et des garanties exceptionnelles dont elle jouit. Elle doit commencer à exploiter la solide renommée de son portefeuille de prêt, fruit de la politique prudente qu'elle a menée pendant plus de 30 ans. C'est le seul moyen dont elle dispose pour mieux répondre aux besoins des pays en développement sans grever davantage le budget d'autres Etats, à une époque où nombre d'entre eux doivent déjà répondre à tant de sollicitations particulièrement pressantes.

Comment réaliser cet objectif dans la pratique sans porter atteinte à la stabilité et à l'intégrité de la structure financière de la Banque?

Il est au moins trois façons d'aborder le problème.

Nous pourrions modifier le rapport entre les prêts de la Banque—et par conséquent l'encours de sa dette—et ses fonds propres.

En vertu des Statuts, rédigés il y a plus de 35 ans, à une époque où la situation financière mondiale était on ne peut plus différente, le montant total des prêts décaissés et non amortis ne peut dépasser le total du capital souscrit et des réserves.

La Commission Brandt, des banques d'investissement et des experts financiers nous ont demandé s'il était encore justifié aujourd'hui, comme en 1944, de subordonner toute augmentation du pouvoir d'engagement de la Banque à une augmentation correspondante de son capital?

A première vue, il semble que la limite statutaire, fixée à Bretton Woods dans les derniers mois de la Deuxième guerre mondiale, ne soit plus réellement adaptée à la situation financière de la Banque, ni à la situation économique de ses principaux actionnaires, ce qui contraint cette dernière à sous-utiliser le pouvoir que lui confère son capital.

Bien évidemment, il ne faudrait pas qu'une mesure visant à modifier ce rapport donne à penser que l'Augmentation générale du capital n'est plus vraiment indispensable. Au contraire, il conviendrait de la considérer comme une démarche complémentaire indispensable. L'Augmentation générale du capital a été approuvée avant les derniers événements, qui ont considérablement accru les besoins financiers des pays membres en développement. Modifier le rapport permettrait à la Banque de répondre à ces nouveaux besoins, en lui donnant les moyens de tirer parti plus efficacement de l'augmentation du capital, déjà autorisée.

La deuxième possibilité serait de créer, pour les questions énergétiques, une institution affiliée, au capital distinct de celui de la Banque.

Comme je le faisais remarquer plus tôt, il est devenu vital de mettre en valeur de nouvelles ressources énergétiques et nous pouvons le faire; la tâche qui incombe aux pays en développement, et à la communauté internationale tout entière, est certes difficile; mais combien il serait regrettable qu'ils s'y dérobent! Pour leur permettre de relever le défi et de saisir l'occasion qui leur est offerte, un consensus se dégage parmi les milieux internationaux, comme on a pu le voir au Sommet économique de Venise et aux réunions des ministres de l'OPEP, suivant lequel il conviendrait de prendre des mesures pour aider les pays en développement à mettre en valeur leurs ressources énergétiques. Plus précisément, il a été demandé à la Banque mondiale d'envisager la création d'une institution affiliée dont la raison d'être serait de faciliter cette entreprise. Cet organisme jouerait à la fois le rôle de source de financement et celui de catalyseur, en attirant d'autres fonds publics et privés.

Son capital social pourrait être constitué à l'aide de bénéfices réalisés par la BIRD, et de contributions des Etats membres — pas nécessairement de tous les Etats membres, pas nécessairement non plus dans les mêmes proportions que les contributions au capital de la Banque. Ce petit capital formerait une base de départ, à partir d'où cet organisme emprunterait et prêterait des sommes plusieurs fois supérieures.

La troisième possibilité serait d'accroître, comme en 1960, la capacité d'emprunt et de prêt de la Banque en augmentant le capital souscrit sans relever le montant du capital versé.

Prises séparément ou combinées, ces mesures permettraient à la Banque de mieux répondre aux besoins urgents de ses Etats membres en développement qui n'avaient pas été prévus lorsque l'Augmentation générale du capital a été proposée. L'éventail des possibilités offertes devrait encourager tous ceux qui, comme moi, estiment que l'austérité budgétaire à laquelle les nations industrialisées sont actuellement contraintes ne doit pas nous empêcher de prendre les dispositions qui s'imposent.

Pendant que nous étudions ces mesures, nous devrions—puisque'il est si urgent d'élargir le programme de prêt de la Banque pour les exercices 82 à 86—accorder des prêts anticipés. Nous pourrions ainsi accroître de 10 milliards de dollars les prêts que nous prévoyions d'accorder au cours des cinq années cruciales qui vont suivre.

Si nous appliquons ces propositions, la BIRD pourra élargir son programme de prêt. Cela ne suffirait pas toutefois à aider les pays membres les plus pauvres, qui ont besoin de fonds à très long terme, assortis de conditions très libérales. Comme je l'ai déjà dit, les besoins de ces pays à faible revenu ont eux aussi considérablement augmenté. La Sixième reconstitution des ressources de l'IDA, quoique généreuse, ne permettra pas, tant s'en faut, d'y répondre.

Tout comme nous devons trouver les moyens d'exploiter plus à fond le capital de la BIRD, nous devons également accroître l'effet de levier des quelques ressources de l'IDA. La solvabilité d'un certain nombre de pays auxquels l'IDA accordait des crédits s'est beaucoup améliorée, notamment celle de pays exportateurs de pétrole comme l'Indonésie et l'Egypte. D'autres encore sont maintenant mieux à même d'assurer le service de leur dette, même s'ils obtiennent des conditions moyennement strictes.

A l'avenir, certains de ces pays pourraient faire appel à la fois à la BIRD et à l'IDA, bénéficiant donc de conditions moins libérales que celles qui leur avaient été consenties jusqu'ici,

voire de prêts de la BIRD uniquement. Ainsi, l'IDA pourrait multiplier ses crédits aux pays dont les besoins financiers ont augmenté mais qui ne peuvent toujours pas prétendre à des prêts de la BIRD.

Il va sans dire que l'IDA ne pourra disposer de fonds supplémentaires en faveur des pays les plus pauvres que si la Banque est elle-même en mesure de supporter ces nouvelles ponctions. Est-il nécessaire d'ajouter que pour répondre vraiment aux besoins des pays les plus pauvres, il nous faudrait trouver des ressources supplémentaires, peut-être en adoptant les formules que nous a suggérées la Commission Brandt.

Tout au long de cette analyse du rôle de la Banque dans les années 80, je ne me suis intéressé qu'à un aspect de la question : les prêts aux pays en développement et leur financement. A court terme, c'est là un sujet qui doit avoir toute notre attention. Mais à long terme, comme les Administrateurs et les ministres des pays en développement l'ont souligné si souvent au cours des derniers mois, l'aide non financière que fournit la Banque est encore plus importante que son soutien financier, pour indispensable qu'il soit.

Au cours des années 70, la Banque, par ses recommandations pratiques et son assistance technique, a cherché d'une part à accélérer la croissance économique, d'autre part à réduire la pauvreté absolue. Elle doit persévérer dans cette voie pendant les années 80. Mais les circonstances sont si différentes, et si peu favorables, que la Banque devra modifier profondément les principes qui guident son action :

- l'accroissement de la population, bien qu'il se ralentisse, pèsera de plus en plus lourd sur les ressources de la plupart des pays en développement;
- l'explosion de la population active, héritage des taux passés d'accroissement de la population, obligera les autorités à accorder la priorité à la création d'emplois;
- l'exode rural posera des problèmes dramatiques dans des agglomérations où le chiffre de la population dépasse déjà de beaucoup celui des villes du monde industrialisé;

- pour lutter contre le fléau de la malnutrition, les pays en développement devront accroître considérablement leur production vivrière à l'hectare car il ne leur est guère possible d'étendre les surfaces cultivées;
- le déséquilibre de leur balance des paiements les obligera à s'industrialiser plus rapidement et à développer leurs exportations alors que les échanges mondiaux marquent le pas et que la poussée protectionniste s'accroît.

Il est navrant de penser que, malgré les progrès réalisés ces 25 dernières années et ceux que nous réaliserons sans doute au cours des deux prochaines décennies, 600 millions de personnes seront sans doute toujours à la fin de ce siècle prisonnières de la pauvreté absolue.

A l'évidence, la Banque devra au cours des dix prochaines années exploiter autant que faire se peut son potentiel intellectuel et technique—et non se contenter de fournir son soutien financier—pour aider efficacement les pays en développement à résoudre leurs problèmes économiques et sociaux fondamentaux.

Avant de conclure, je résumerai brièvement les points essentiels dont je vous ai entretenus ce matin.

VI. RESUME ET CONCLUSIONS

Au cours des 18 derniers mois, la situation économique mondiale s'est gravement détériorée et les perspectives de croissance des pays en développement importateurs de pétrole pour les dix années à venir semblent maintenant moins encourageantes.

La nouvelle flambée des prix du pétrole a multiplié la facture des importations d'énergie de ces pays et la persistance de la récession dans les nations industrialisées réduira considérablement leurs possibilités d'exportation.

Aussi leur déficit en compte courant se creuse-t-il rapidement : il représente 4 % en moyenne du produit national brut, chiffre d'ailleurs largement dépassé dans de nombreux cas. Si, à court terme, ces pays peuvent continuer de combler leur déficit par de

nouveaux emprunts à l'étranger, à la longue, le service de leur dette deviendra une charge tellement lourde qu'ils finiront par ne plus pouvoir la supporter. Ils doivent donc réduire leur déficit et, pour ce faire, remanier radicalement leur structure économique.

S'ils entreprennent sans tarder cette tâche difficile, et s'ils la mènent à bien dans les cinq à huit années à venir, ils devraient parvenir à rétablir un taux de croissance plus satisfaisant à partir de 1985.

Dans l'intervalle, il faudra leur accorder une aide financière plus importante que prévu pour qu'ils n'aient pas à amputer leurs programmes de développement. Si cette aide ne se concrétise pas, ou s'ils tardent à entamer leur reconversion économique, leur développement sera gravement compromis pour les dix années à venir.

Il est fort à craindre que la reconversion soit plus laborieuse que pendant la période 1974-78. Parmi les mesures les plus efficaces que les pays en développement importateurs de pétrole peuvent prendre pour limiter ses effets dévastateurs, citons l'application d'une politique résolue de remplacement des importations d'énergie.

Etant donné le renchérissement du pétrole et les nouvelles augmentations auxquelles nous devons nous attendre, l'exploitation de réserves énergétiques—pétrole, gaz, charbon, hydro-électricité et forêts—autrefois jugées marginales, devient une opération rentable pour nombre de pays. Certes, elle exigera des fonds supplémentaires, intérieurs et étrangers, mais elle pourrait permettre de réduire de plus de 50 milliards de dollars d'ici à 1990 le coût de leurs importations annuelles de pétrole—qui devraient se chiffrer alors à plus de 230 milliards de dollars.

La gravité de la situation économique mondiale est très durement ressentie par les pays les plus pauvres. Ceux-ci ont désespérément besoin d'un volume accru d'aide publique au développement pour traverser la période d'adaptation. Or au total, l'APD a diminué en valeur réelle de 1977 à 1979 et il est déplorable de constater combien la part qui est allée aux pays les plus pauvres a été faible, tant en valeur relative qu'en valeur absolue.

Les nations de l'OCDE et les Etats membres de l'OPEP à excédent de capitaux devraient maintenant envisager d'accroître l'aide qu'ils accordent à des conditions libérales aux nations les plus pauvres, qui continuent de pâtir d'une situation économique mondiale qu'elles n'ont pas provoquée et sur laquelle elles n'ont guère de prise.

Les pays en développement à revenu intermédiaire continueront, pendant toute la décennie, à faire appel aux banques commerciales étrangères, mais il est douteux que ces dernières disposent de ressources suffisantes pour financer tous les investissements supplémentaires qu'exigera la reconversion.

Les nouveaux excédents dégagés par les pays exportateurs de pétrole—qui se chiffrent à plus de 100 milliards de dollars par an—ne pourront être recyclés efficacement et équitablement vers les pays en développement que si la Banque mondiale, et d'autres organismes internationaux, déploient des efforts d'intermédiation beaucoup plus considérables qu'on ne le prévoyait naguère.

Au cours des années 80, la Banque devra :

- Accroître son programme de prêt de manière à neutraliser totalement les effets de la hausse au-delà des niveaux prévus du taux d'inflation.
- Financer la reconversion sans pour autant réduire les ressources qu'elle envisageait déjà de consacrer aux pays en développement importateurs de pétrole.
- Participer au financement du programme élargi de mise en valeur des ressources énergétiques préconisé par le Sommet économique de Venise, sans pour autant réduire sa contribution à des programmes tout aussi cruciaux. Et
- Fournir une assistance à la Chine, sans que ses autres emprunteurs aient à en souffrir.

Elle peut y parvenir—en tenant dûment compte des contraintes budgétaires auxquelles les nations développées doivent faire face—si elle utilise pleinement les possibilités que lui offre son capital et encourage l'investissement des vastes capitaux privés

disponibles dans des opérations saines. Nous sommes au seuil d'une décennie qui menace d'être tumultueuse et pendant laquelle nous devons nous préoccuper de tout un éventail de problèmes financiers nouveaux. Mais les difficultés financières que nous connaissons dans l'immédiat cachent des problèmes plus fondamentaux. Le plus crucial d'entre eux est la persistance dans tant de pays de la pauvreté absolue.

Le développement en soi suppose un double effort : accélérer la croissance économique et supprimer la pauvreté absolue. Bien que ce soient là deux objectifs interdépendants, les pouvoirs publics sont parfois tentés de poursuivre l'un au détriment de l'autre. En pareil cas, leurs efforts sont voués à l'échec, car appliquer une politique de croissance sans accorder à l'équité une importance suffisante, c'est se condamner à l'instabilité sociale. Et appliquer une politique de justice sociale sans accorder à la croissance une importance suffisante revient tout simplement à répartir différemment les privations nées de la stagnation.

Au cours des réunions que nous avons tenues pendant les années 70, nous avons examiné les différents moyens de réaliser ces objectifs. Aujourd'hui, j'ai souligné combien il était urgent, et économiquement justifié, de tirer parti des ressources humaines que détiennent les laissés pour compte de la modernisation.

Aucun de nous, bien sûr, ne peut prétendre connaître dans ses moindres détails le problème de la pauvreté. Nous avons encore beaucoup à apprendre. Néanmoins, j'estime que nous pouvons nous féliciter que nombre d'Etats et d'institutions internationales d'aide au développement, y compris la Banque, commencent de jeter sur la pauvreté un regard plus compréhensif qu'il y a 10 ans et de repenser leurs stratégies de manière à lutter plus efficacement contre ce fléau.

Pour nous qui sommes réunis ici, cette évolution devrait être un signe encourageant.

Grâce à votre appui, et à celui des Etats que vous représentez, la Banque mondiale est devenue au cours des dix dernières années l'organisme d'aide au développement le plus important et le plus influent du monde.

C'est un résultat appréciable.

Mais ce qui est plus appréciable encore, c'est l'empreinte que notre institution laisse sur la vie de millions d'individus dans le monde en développement. Car ce que ces millions de pauvres souhaitent, c'est ce que chacun de nous souhaite : le bien-être de ceux qui leur sont chers, un avenir meilleur pour leurs enfants, la fin de l'injustice, le commencement de l'espoir.

Leurs visages, leurs noms nous sont inconnus, nous ne pouvons pas les compter. Mais ils sont là. Nous avons influencé leur destin.

Et ils ont influencé le nôtre.

ANNEXE I

**FLUX D'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT EMANANT DES PAYS MEMBRES
DU COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT A DESTINATION DES PAYS
EN DEVELOPPEMENT ET DES INSTITUTIONS MULTILATERALES^a**

(En pourcentage du produit national brut)

	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Allemagne,													
Rép. féd. d'	0,40	0,32	0,40	0,36	0,33	0,37	0,44	0,44	0,44	0,44	0,45	0,46	0,46
Australie	0,53	0,59	0,59	0,41	0,42	0,54	0,52	0,51	0,50	0,50	0,50	0,51	0,51
Autriche	0,11	0,07	0,17	0,12	0,24	0,29	0,19	0,23	0,25	0,27	0,28	0,29	0,30
Belgique	0,60	0,46	0,59	0,51	0,46	0,55	0,56	0,59	0,60	0,61	0,63	0,65	0,67
Canada	0,19	0,41	0,52	0,39	0,48	0,52	0,47	0,46	0,45	0,45	0,45	0,44	0,44
Danemark	0,13	0,38	0,58	0,56	0,60	0,75	0,75	0,67	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70
Etats-Unis ^b	0,58	0,32	0,27	0,26	0,25	0,27	0,19	0,18	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22
Finlande ^c	0,02	0,06	0,18	0,17	0,16	0,17	0,22	0,22	0,23	0,24	0,26	0,27	0,28
France	0,76	0,66	0,62	0,62	0,60	0,57	0,59	0,59	0,59	0,59	0,60	0,60	0,60
Italie	0,10	0,16	0,11	0,13	0,10	0,14	0,09	0,09	0,10	0,10	0,11	0,11	0,11
Japon	0,27	0,23	0,23	0,20	0,21	0,23	0,26	0,27	0,27	0,28	0,28	0,29	0,30
Norvège	0,16	0,32	0,66	0,70	0,83	0,90	0,93	0,95	0,96	0,97	0,98	0,99	1,00
Nouvelle-Zélande ^d		0,23	0,52	0,41	0,39	0,34	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30
Pays-Bas	0,36	0,61	0,75	0,83	0,86	0,82	0,93	0,94	0,94	0,96	0,97	0,98	0,99
Royaume-Uni	0,47	0,41	0,39	0,40	0,46	0,48	0,52	0,52	0,49	0,45	0,42	0,40	0,38
Suède	0,19	0,38	0,82	0,82	0,99	0,90	0,94	0,95	0,95	0,95	0,95	0,95	0,95
Suisse	0,09	0,15	0,19	0,19	0,19	0,20	0,21	0,22	0,25	0,26	0,26	0,27	0,28
TOTAL													
APD (en milliards													
de dollars													
—prix nominaux)	6,5	7,0	13,8	13,8	15,7	20,0	22,3	24,6	28,7	32,1	35,7	39,7	44,1
APD (en milliards													
de dollars—prix													
constants de 1980)	20,3	18,0	21,9	20,9	22,1	24,4	24,5	24,6	26,3	27,2	28,3	29,4	30,8
PNB (en trillions													
de dollars													
—prix nominaux)	1,3	2,0	3,8	4,2	4,7	5,6	6,5	7,2	8,0	9,0	9,9	11,0	12,1
APD en pourcentage													
du PNB	0,49	0,34	0,36	0,33	0,33	0,35	0,34	0,34	0,36	0,36	0,36	0,36	0,36
Déflateur des													
prix ^e	0,32	0,39	0,63	0,66	0,71	0,82	0,91	1,00	1,09	1,18	1,26	1,35	1,43

^aLes statistiques se rapportant à 1979 et aux années antérieures sont des chiffres effectifs communiqués par l'OCDE/CAD; elles indiquent le montant des billets à ordre déposés. Pour 1980-85, les chiffres se fondent sur des estimations de la croissance du PNB établies par l'OCDE et la Banque mondiale, sur des renseignements relatifs aux crédits budgétaires affectés à l'aide, et sur les déclarations faites par les gouvernements sur la politique qu'ils entendent suivre dans ce domaine. Il s'agit non pas de prédictions, mais de projections des apports d'aide auxquels on peut s'attendre si aucune mesure ne vient infléchir cette tendance de façon inattendue.

^bEn 1949, au début du Plan Marshall, l'aide publique au développement des Etats-Unis représentait 2,79% de leur PNB.

^cLa Finlande est devenue membre du CAD en janvier 1975.

^dLa Nouvelle-Zélande est devenue membre du CAD en 1973. On ne possède pas les statistiques de l'APD de ce pays pour 1965.

^eLe coefficient d'ajustement des prix utilisé est le déflateur du PNB en dollars des Etats-Unis, qui ne tient pas compte des fluctuations des parités.

ANNEXE II

**VENTILATION DES FLUX D'APD FOURNIS EN 1978 PAR LES PAYS
MEMBRES DE L'OCDE, PAR GROUPE DE PAYS EN DEVELOPPEMENT
REPARTIS EN FONCTION DE LEUR REVENU**
(En millions de dollars)

	Pays à faible revenu ^a			Pays à revenu intermédiaire et élevé ^a			APD totale	
	Mon- tant	% de l'APD totale	% du PNB	Mon- tant	% de l'APD totale	% du PNB	Mon- tant	% du PNB
Allemagne, Rég. féd. d'	1 171	50	0,19	1 170	50	0,19	2 347	0,37
Australie	198	34	0,18	390	66	0,36	588	0,54
Autriche	31	19	0,06	135	81	0,23	166	0,29
Belgique	384	72	0,40	152	28	0,15	536	0,55
Canada	564	53	0,28	496	47	0,24	1 060	0,52
Danemark	254	66	0,50	129	34	0,25	383	0,75
Etats-Unis	2 078	37	0,10	3 586	63	0,15	5 664	0,27
Finlande	30	56	0,10	24	44	0,07	54	0,17
France	768	28	0,16	1 937	72	0,41	2 705	0,57
Italie	247	66	0,09	128	34	0,05	375	0,14
Japon	1 136	51	0,12	1 079	49	0,11	2 215	0,23
Norvege	237	57	0,60	118	33	0,30	355	0,90
Nouvelle-Zélande	7	13	0,04	48	87	0,30	55	0,34
Pays-Bas	606	56	0,46	468	44	0,36	1 074	0,82
Royaume-Uni	897	62	0,29	559	38	0,19	1 456	0,48
Suède	508	65	0,59	275	35	0,31	783	0,90
Suisse	91	53	0,11	82	47	0,09	173	0,20
Total	9 207	46	0,16	10 783	54	0,18	19 990	0,34

^a1978 est la dernière année pour laquelle on dispose de données permettant une ventilation de l'APD entre "pays à faible revenu" et "pays à revenu intermédiaire et élevé". Les premiers regroupent au total 1,3 milliard d'habitants ayant un revenu moyen de 200 dollars par an. Les seconds comptent 900 millions d'habitants disposant d'un revenu annuel de 1 250 dollars en moyenne. Les montants comprennent les contributions bilatérales au titre de l'APD et les contributions aux institutions multilatérales d'aide au développement ventilées par pays d'origine.

WORLD BANK

1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433, U.S.A.

Telephone number: (202) 477-1234

Cable address: INTBAFRAD WASHINGTON D.C.

European Office:

66, Avenue d'Iéna, 75116 Paris, France

Telephone number: 723-54-21

Cable address: INTBAFRAD PARIS

Tokyo Office:

Kokusai Building

1-1 Marunouchi 3-chome

Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan

Telephone number: (03) 214-5001

Cable address: INTBAFRAD TOKYO